

# CONFERENCE DE LA VIE ASSOCIATIVE

## GROUPE DE TRAVAIL N° 1 : LA PLACE DES ASSOCIATIONS DANS LE « DIALOGUE CIVIL »

### GROUPE « EXPERT » SUR L'AMELIORATION DU DISPOSITIF D'OBSERVATION DE LA VIE ASSOCIATIVE

---

<b>Date:</b>	21 octobre 2009 11 heures – 13 heures
<b>Lieu :</b>	HCJ – 59 avenue de Ségur, Paris 7 <sup>ème</sup>
<b>Participants:</b>	<i>liste des membres présents en annexe</i>
<b>Présidente :</b>	Mme Marie-Thérèse. Cornette, Présidente de chambre à la Cour des Comptes

---

Mme la Présidente introduit la séance en rappelant que ce groupe « expert » a pour objectif de présenter au groupe plénier des voies d'amélioration des outils d'observation de la vie associative, sans toutefois trop alourdir la charge déclarative des associations.

La réflexion doit se centrer sur

- *la capitalisation et la mutualisation des dispositifs existants,*
- *Une proposition de mise en place, en concertation avec les associations, d'une enquête légère visant à combler les lacunes des dispositifs actuels,*
- *Une meilleure mesure de l'activité sociale et économique des associations.*

Les associations sont favorables à la mise en place d'un système d'observation complet et pérenne du domaine associatif. Néanmoins, tous les participants conviennent que cet objectif n'est pas réalisable à court terme et qu'il faut cibler des pistes raisonnées et proches dans le temps.

Un tour de table permet de mettre en avant deux thématiques d'observation pour lesquelles des données existent ou peuvent être mobilisées assez rapidement :

- **le bénévolat**
- **les ressources des associations**

Concernant le bénévolat, il apparaît que les études faites jusqu'à présent s'appuient principalement sur une approche « ménages » (enquêtes INSEE, notamment). A cet égard, l'OIT (organisation internationale du travail) propose de rajouter un volet bénévolat à l'enquête force de travail (emploi). Toutefois, Il serait très intéressant d'avoir également une approche « demande », c'est-à-dire une vision quantitative et qualitative de l'utilisation du bénévolat par les associations.

Concernant le financement des associations, il existe de nombreuses données, notamment sur les RUP (reconnues d'utilité publique) :

- financements issus de la sphère publique (subventions, compensations de services rendus),
- financements issus de la générosité (dons, legs),
- financements issus de la production (prestations vendues),

Le travail délicat consiste à synthétiser l'ensemble des ces informations.

Afin de nourrir la réflexion du groupe « expert » sur ces deux thématiques, ainsi que d'autres sujets d'intérêt, plusieurs contributions ont été demandées à certains participants pour la deuxième réunion du 10 novembre matin :

- Un exemple d'observation de la vie associative en régions (CNCRES),
- Les lacunes dans le dispositif d'observation du bénévolat (Viviane Tchernonog, Edith Archambault),
- Le traitement des associations mal classées dans les nomenclatures (Jacques Malet),
- Les données sur les ressources des associations (Viviane Tchernonog, Edith Archambault),
- Utilisation d'un panel d'associations pour étudier leurs activités (Marie-Jeanne Gaxie).

La mesure de la plus value sociale générée par l'activité des associations est également un enjeu important. Sans entrer dans une démarche de court terme, il a semblé utile d'auditionner Jean-Etienne Chapron, rapporteur général de la commission Stiglitz. Son intervention est prévue le 9 novembre prochain à 11 heures dans les locaux du HCJ, 59 avenue de Ségur. Son audition est ouverte aux membres des trois groupes préparatoires à la CVA.

Par ailleurs, il est apparu à l'ensemble des participants que les sujets ayant trait au monde associatif devaient être traités dans une formation spécifique du CNIS. L'éclatement actuel des associations et de leurs représentants dans les différentes formations, nuit à une prise en compte globale des problématiques associatives.

**Prochaine séance : 10 novembre, de 11h à 13h – locaux du HCJ, 59 avenue de Ségur Paris 7<sup>ème</sup>**

Liste des personnes présentes :

Mme Marie Thérèse CORNETTE, Présidente de chambre à la Cour des Comptes

Christophe FOUREL

Brahim LAOUISSET- MEOS (DJEPVA)

Augustin VICARD, conseiller technique HCJ

Pierre-Marie GIARD Secrétaire Général / JEUNES EUROPEENS –France

Marie-Jeanne GAXIE Adjointe chef Bureau des Associations et fondations

Daniel RAULT, Représentant Min. SANTE

Romain GUERRY, UNIOPSS, Conseiller technique, et membre du CNIS

Jérôme ACCARDO, INSEE

Elisa BRALEY, chargée de mission à l'Observatoire national de l'ESS du CNCRES  
représentante de Yannick BARBANÇAN, président du CNCRES.

Frédéric DECK, France nature Environnement

Edith ARCHAMBAULT, professeur à l'université PARIS I- Panthéon Sorbonne

Viviane TCHERNONOG, CNRS